

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1990-1991

17 AVRIL 1991

Projet de loi modifiant le Code de la nationalité belge et les articles 569 et 628 du Code judiciaire

PROJET TRANSMIS PAR LA CHAMBRE DES
REPRESENTANTS

Article 1^{er}

L'article 11 du Code de la nationalité belge est
remplacé par la disposition suivante :

R. A. 15363*Voir :*

Documents de la Chambre des Représentants :
1314 (1990-1991) :

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 à 6 : Amendements.
- N° 7 : Rapport.
- N° 8 : Amendements.

214 (S.E. 1988) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- N° 2 : Rapport.

468 (S.E. 1988) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- N° 2 : Rapport.

964 (1989-1990) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- N° 2 : Rapport.

1094 (1989-1990) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- N° 2 : Rapport.

1103 (1989-1990) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- N° 2 : Rapport.

1189 (1989-1990) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- N° 2 : Rapport.

1422 (1990-1991) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- N° 2 : Rapport.

Annales de la Chambre des Représentants :
16 et 17 avril 1991.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1990-1991

17 APRIL 1991

**Ontwerp van wet tot wijziging van het
Wetboek van de Belgische nationaliteit
en van de artikelen 569 en 628 van het
Gerechtelijk Wetboek**

ONTWERP OVERGEZONDEN DOOR DE KAMER
VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

Artikel 1

Artikel 11 van het Wetboek van de Belgische na-
tionaliteit wordt vervangen door de volgende bepa-
ling :

R. A. 15363*Zie :*

Gedr. St. van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :
1314 (1990-1991) :

- N° 1 : Ontwerp van wet.
- N°s 2 tot 6 : Amendementen.
- N° 7 : Verslag.
- N° 8 : Amendementen.

214 (B.Z. 1988) :

- N° 1 : Voorstel van wet.
- N° 2 : Verslag.

468 (B.Z. 1988) :

- N° 1 : Voorstel van wet.
- N° 2 : Verslag.

964 (1989-1990) :

- N° 1 : Voorstel van wet.
- N° 2 : Verslag.

1094 (1989-1990) :

- N° 1 : Voorstel van wet.
- N° 2 : Verslag.

1103 (1989-1990) :

- N° 1 : Voorstel van wet.
- N° 2 : Verslag.

1189 (1989-1990) :

- N° 1 : Voorstel van wet.
- N° 2 : Verslag.

1422 (1990-1991) :

- N° 1 : Voorstel van wet.
- N° 2 : Verslag.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :
16 en 17 april 1991.

« Article 11. — Est Belge l'enfant né en Belgique d'un auteur né lui-même en Belgique et y ayant eu sa résidence principale durant cinq ans au cours des dix années précédant la naissance de l'enfant.

Devient Belge à la date à laquelle l'adoption produit ses effets, à moins qu'il n'ait, à cette date, atteint l'âge de dix-huit ans ou n'ait été émancipé, l'enfant né en Belgique et adopté par un étranger né lui-même en Belgique et y ayant eu sa résidence principale durant cinq ans au cours des dix années précédant la date à laquelle l'adoption produit ses effets.

La filiation établie à l'égard d'un auteur visé à l'alinéa 1^{er}, après la date du jugement ou de l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption n'attribue la nationalité belge à l'enfant que si cette filiation est établie à l'égard de l'adoptant ou du conjoint de celui-ci.

La personne à laquelle la nationalité belge a été attribuée en vertu de l'alinéa 1^{er}, conserve cette nationalité si la filiation cesse d'être établie après qu'elle a atteint l'âge de dix-huit ans ou a été émancipée. Si la filiation cesse d'être établie avant l'âge de dix-huit ans ou l'émancipation, les actes passés quand la filiation était encore établie et dont la validité est subordonnée à la possession de la nationalité belge ne peuvent être contestés pour le seul motif que l'intéressé n'avait pas cette nationalité. Il en est de même des droits acquis avant la même date. »

Art. 2

Un article 11*bis* rédigé comme suit est inséré dans le même code :

« Article 11*bis*. — § 1^{er}. Est Belge l'enfant né en Belgique, dont les auteurs ou, en cas d'adoption, les adoptants font avant qu'il n'ait atteint l'âge de douze ans une déclaration réclamant pour lui l'attribution de la nationalité belge, conformément au présent article. Ces auteurs ou adoptants doivent avoir leur résidence principale en Belgique durant les dix années précédant la déclaration et l'enfant doit y avoir eu la sienne depuis sa naissance.

§ 2. Lorsque la filiation de l'enfant est établie à l'égard de ses auteurs, la déclaration est faite conjointement par ceux-ci. S'il a été adopté par deux personnes, elle est faite conjointement par les deux adoptants.

Toutefois si l'un des auteurs ou l'un des adoptants est décédé, s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, s'il a été déclaré absent ou s'il n'a plus sa résidence principale en Belgique mais consent à l'attribution de la nationalité belge, la déclaration de l'autre auteur ou de l'autre adoptant suffit.

Lorsque la filiation de l'enfant n'est établie qu'à l'égard d'un de ses auteurs ou si l'enfant n'a été adopté que par une seule personne, la déclaration est faite par cet auteur ou cet adoptant. Toutefois, si l'adoptant

« Artikel 11. — Belg is het kind dat in België wordt geboren uit een ouder die zelf in België is geboren en die er gedurende vijf jaar in de loop van de tien jaren voorafgaand aan de geboorte van het kind zijn hoofdverblijf heeft gehad.

Het kind dat in België is geboren en wordt geadopteerd door een vreemdeling die zelf in België is geboren en die er zijn hoofdverblijf heeft gehad gedurende vijf jaar in de loop van de tien jaren voorafgaand aan de dag waarop de adoptie uitwerking heeft, wordt Belg op de dag waarop de adoptie uitwerking heeft, tenzij het op die dag de leeftijd van achttien jaar bereikt heeft of ontvoogd is.

De afstamming vastgesteld ten aanzien van een in het eerste lid bedoelde ouder, na de datum van het vonnis of het arrest dat de adoptie homologeert of uitspreekt, verleent de Belgische nationaliteit maar aan het kind, indien die afstamming wordt vastgesteld ten aanzien van de adoptant of diens echtgenoot.

De persoon aan wie de Belgische nationaliteit is toegekend krachtens het eerste lid, behoudt die nationaliteit indien hij de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt of ontvoogd is op het ogenblik dat zijn afstamming niet langer vaststaat. Is hij nog geen achttien jaar noch ontvoogd, dan kunnen de handelingen die gesteld werden toen de afstamming nog vaststond en waarvoor de staat van Belg vereist was, niet betwist worden enkel en alleen omdat de belanghebbende die nationaliteit niet bezat. Dit is eveneens het geval voor de rechten die vóór deze datum verkregen zijn. »

Art. 2

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 11*bis* ingevoegd luidend als volgt :

« Artikel 11*bis*. — § 1. Een in België geboren kind is Belg indien de ouders of in geval van adoptie de adoptanten, vóór het twaalf jaar wordt een verklaring afleggen om het overeenkomstig dit artikel de Belgische nationaliteit toe te kennen. Die ouders of adoptanten moeten hun hoofdverblijf in België hebben gehad gedurende de tien jaren voorafgaand aan de verklaring, en het kind sedert zijn geboorte.

§ 2. Deze verklaring wordt door beide ouders gezamenlijk afgelegd wanneer de afstamming van het kind ten aanzien van beide vaststaat. Bij adoptie door twee personen, wordt deze verklaring door de twee adoptanten gezamenlijk afgelegd.

Indien echter één van de ouders of één van de adoptanten overleden is, indien hij zich in de onmogelijkheid bevindt zijn wil te kennen te geven, indien hij afwezig verklaard is of indien hij zijn hoofdverblijf niet meer in België heeft maar in de toekenning van de Belgische nationaliteit toestemt, dan volstaat de verklaring van de andere ouder of van de andere adoptant.

Wanneer de afstamming van het kind slechts ten aanzien van één van zijn ouders vaststaat of wanneer het kind slechts door één persoon is geadopteerd, wordt de verklaring door die ouder of adoptant afge-

est le conjoint de l'auteur, la déclaration est faite par les deux intéressés.

§ 3. La déclaration est faite devant l'officier de l'état civil de la résidence principale de l'enfant; une copie de la déclaration est communiquée immédiatement par l'officier de l'état civil au parquet du tribunal de première instance du ressort. Le procureur du Roi en accuse réception sans délai.

Le procureur du Roi peut s'opposer à l'attribution de la nationalité belge dans les deux mois suivant l'accusé de réception si la déclaration vise un autre but que l'intérêt de l'enfant à se voir attribuer la nationalité belge.

S'il estime ne pas devoir s'y opposer, il envoie une attestation de non-opposition à l'officier de l'état civil. La déclaration est immédiatement inscrite et mentionnée conformément à l'article 22, § 4.

Au terme du délai de deux mois et à défaut d'opposition ou d'envoi d'une attestation de non-opposition, la déclaration est inscrite d'office et mentionnée conformément à l'article 22 § 4.

§ 4. L'acte d'opposition doit être motivé. Il est notifié à l'officier de l'état civil et, par lettre recommandée à la poste, au déclarant ou aux déclarants par les soins du procureur du Roi.

Après avoir entendu ou appelé le ou les déclarants, le tribunal de première instance statue sur le bien-fondé de l'opposition. La décision doit être motivée. La décision est notifiée au déclarant ou aux déclarants par les soins du procureur du Roi. Dans les quinze jours de la notification, le ou les déclarants et le procureur du Roi peuvent interjeter appel de la décision, par requête adressée à la Cour d'appel. Celle-ci statue, après avis du procureur général et après avoir entendu ou appelé le ou les déclarants.

Les citations et notifications se font par la voie administrative.

§ 5. Le dispositif de la décision définitive prononçant la mainlevée de l'opposition est envoyé à l'officier de l'état civil par les soins du ministère public. La déclaration est immédiatement inscrite et mentionnée, conformément à l'article 22, § 4.

§ 6. Notification de l'inscription est faite au déclarant ou aux déclarants par l'officier de l'état civil.

La déclaration a effet à compter de l'inscription.

§ 7. A défaut du consentement exigé au § 2, deuxième alinéa, la déclaration peut néanmoins être souscrite par l'auteur ou l'adoptant, devant l'officier de l'état civil de la résidence principale de l'enfant. Celui-ci la communique immédiatement au parquet

legd. Is de adoptant evenwel de echtgenoot van de ouder, dan wordt de verklaring door beide belanghebbenden afgelegd.

§ 3. De verklaring wordt afgelegd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de hoofdverblijfplaats van het kind; een afschrift van de verklaring wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand onmiddellijk overgezonden aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied. De procureur des Konings geeft hiervan onverwijld ontvangstmelding.

De procureur des Konings kan zich, binnen twee maanden te rekenen vanaf de ontvangstmelding, tegen de toekenning van de Belgische nationaliteit verzetten wanneer de verklaring een ander oogmerk heeft dan het belang van het kind om zich de Belgische nationaliteit te zien toekennen.

Indien hij meent zich niet te moeten verzetten, zendt hij een attest dat er geen verzet wordt aangekend aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. De verklaring wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Bij het verstrijken van de termijn van twee maanden en bij ontstentenis van verzet of verzending van een attest dat er geen verzet werd aangetekend, wordt de verklaring ambtshalve ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

§ 4. De akte van verzet moet met redenen zijn omkleed. Zij wordt aan de ambtenaar van de burgerlijke stand en, bij een ter post aangetekende brief, aan de verklaarder of de verklaarders betekend door toedoen van de procureur des Konings.

Na de persoon of de personen die een verklaring hebben afgelegd te hebben gehoord of opgeroepen doet de rechtbank van eerste aanleg uitspraak over de gegrondheid van het verzet. De beslissing wordt met redenen omkleed. Door toedoen van de procureur des Konings worden de persoon of de personen die een verklaring hebben afgelegd in kennis gesteld van de beslissing. Deze personen en de procureur des Konings kunnen binnen vijftien dagen na de kennisgeving hoger beroep instellen tegen de beslissing, bij verzoekschrift gericht aan het Hof van beroep. Het Hof doet uitspraak na advies van de procureur-generaal en na de persoon of de personen die een verklaring hebben afgelegd te hebben gehoord of opgeroepen.

De dagvaardingen en de kennisgevingen geschieden langs de administratieve weg.

§ 5. Het beschikkend gedeelte van de onherroepelijke beslissing waarbij het verzet wordt opgeheven, wordt door toedoen van het openbaar ministerie, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand gezonden. De verklaring wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld, zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

§ 6. Van de inschrijving wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand kennis gegeven aan de verklaarder of verklaarders.

De verklaring heeft gevolg vanaf de inschrijving.

§ 7. Bij ontstentenis van de bij § 2, tweede lid, vereiste toestemming, kan de verklaring niettemin door de ouder of de adoptant worden afgelegd, voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de hoofdverblijfplaats van het kind. Deze zendt haar onmid-

du tribunal de première instance du ressort. Le procureur du Roi en dresse acte, sans délai.

Sur avis du procureur du Roi et après avoir entendu ou appelé les auteurs ou les adoptants, le tribunal de première instance se prononce sur l'agrément de la déclaration. Il l'agrée s'il estime le refus de consentement abusif et si la déclaration ne vise pas d'autre but que l'intérêt de l'enfant à se voir attribuer la nationalité belge. La décision doit être motivée.

La décision est notifiée aux auteurs ou aux adoptants par les soins du procureur du Roi. Dans les quinze jours de la notification, les auteurs ou les adoptants et le procureur du Roi peuvent interjeter appel de la décision du tribunal, par requête adressée à la Cour d'appel. Celle-ci statue, après avis du procureur général et après avoir entendu ou appelé les auteurs ou les adoptants.

Les citations et notifications se font par la voie administrative.

Le dispositif de la décision définitive d'agrément mentionne l'identité complète de l'enfant; il est transcrit à la diligence du ministère public sur le registre mentionné à l'article 25 du lieu de la résidence principale de l'enfant.

La déclaration a effet à compter de la transcription. »

Art. 3

Il est inséré dans le chapitre III, du même Code une section 1, intitulée :

« Section 1. — Acquisition de la nationalité belge par déclaration de nationalité ».

Les sections 1, 2, 3 et 4 du même chapitre sont numérotées respectivement 2, 3, 4 et 5.

Art. 4

Un article 12bis rédigé comme suit est inséré dans le chapitre III, section 1, du même Code :

« Article 12bis. — § 1^{er}. L'étranger né en Belgique et y ayant sa résidence principale depuis sa naissance peut, s'il a atteint l'âge de dix-huit ans et est âgé de moins de trente ans, acquérir la nationalité belge en faisant une déclaration conformément au § 2 du présent article.

§ 2. La déclaration est faite devant l'officier de l'état civil du lieu où le déclarant a sa résidence principale; une copie de la déclaration est immédiatement communiquée par l'officier de l'état civil au parquet du tribunal de première instance du ressort. Le procureur du Roi en accuse réception sans délai.

dellijk over aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied. De procureur des Konings maakt hiervan onverwijld akte op.

Op advies van de procureur des Konings en na de ouders of de adoptanten te hebben gehoord of opgeroepen, doet de rechtbank van eerste aanleg uitspraak over de inwilliging van de verklaring. Zij willigt ze in indien zij de weigering tot toestemming een misbruik acht te zijn en indien de verklaring geen ander oogmerk heeft dan het belang van het kind om zich de Belgische nationaliteit te zien toekennen. De beslissing wordt met redenen omkleed.

Door toedoen van de procureur des Konings worden de ouders of de adoptanten in kennis gesteld van de beslissing. Deze laatsten en de procureur des Konings kunnen binnen vijftien dagen na de kennisgeving hoger beroep instellen tegen de beslissing, bij verzoekschrift gericht aan het Hof van beroep. Dit Hof doet uitspraak na advies van de procureur-generaal en na de ouders of de adoptanten te hebben gehoord of opgeroepen.

De dagvaardingen en kennisgevingen geschieden langs administratieve weg.

Het beschikkend gedeelte van de onherroepelijke beslissing tot inwilliging vermeldt de volledige identiteit van het kind; het wordt op verzoek van het openbaar ministerie overgeschreven in het register, vermeld in artikel 25, van de hoofdverblijfplaats van het kind.

De verklaring heeft gevolg vanaf de overschrijving. »

Art. 3

In hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift :

« Afdeling 1. — Verrijgving van de Belgische nationaliteit door nationaliteitsverklaring ».

De afdelingen 1, 2, 3 en 4 van hetzelfde hoofdstuk worden respectievelijk 2, 3, 4 en 5 genummerd.

Art. 4

In hoofdstuk III, afdeling 1 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 12bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 12bis. — § 1. De in België geboren vreemdeling, die er sedert zijn geboorte zijn hoofdverblijf heeft, kan, indien hij de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt en minder dan dertig jaar oud is, de staat van Belg verkrijgen door een verklaring af te leggen overeenkomstig § 2 van dit artikel.

§ 2. De verklaring wordt afgelegd voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de belanghebbende zijn hoofdverblijf heeft; een afschrift van de verklaring wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand onmiddellijk overgezonden aan het parket van de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied. De procureur des Konings geeft hiervan onverwijld ontvangstmelding.

Le procureur du Roi peut s'opposer à l'acquisition de la nationalité belge dans les deux mois suivant l'accusé de réception s'il y a un empêchement résultant de faits personnels graves.

S'il estime ne pas devoir s'y opposer, il envoie une attestation de non-opposition à l'officier de l'état civil. La déclaration est immédiatement inscrite et mentionnée conformément à l'article 22, § 4.

Au terme du délai de deux mois et à défaut d'opposition ou d'envoi d'une attestation de non-opposition, la déclaration est inscrite d'office et mentionnée conformément à l'article 22, § 4.

§ 3. L'acte d'opposition doit être motivé. Il est notifié à l'officier de l'état civil et par lettre recommandée à la poste à l'intéressé par les soins du procureur du Roi.

Après avoir entendu ou appelé l'intéressé, le tribunal de première instance statue sur le bien-fondé de l'opposition. La décision doit être motivée.

La décision est notifiée à l'intéressé par les soins du procureur du Roi. Dans les quinze jours de la notification, l'intéressé et le procureur du Roi peuvent interjeter appel de la décision, par requête adressée à la Cour d'appel.

Celle-ci statue, après avis du procureur général et après avoir entendu ou appelé l'intéressé.

Les citations et notifications se font par la voie administrative.

§ 4. Le dispositif de la décision définitive prononçant la mainlevée de l'opposition est envoyé à l'officier de l'état civil par les soins du ministère public. La déclaration est immédiatement inscrite et mentionnée conformément à l'article 22, § 4.

§ 5. Notification de l'inscription est faite à l'intéressé par l'officier de l'état civil.

La déclaration a effet à compter de l'inscription ».

Art. 5

L'article 23, § 1^{er}, du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les Belges qui ne tiennent pas leur nationalité d'un auteur belge au jour de leur naissance et les Belges qui ne se sont pas vu attribuer leur nationalité en vertu de l'article 11, peuvent, s'ils manquent gravement à leurs devoirs de citoyen belge, être déchus de la nationalité belge. »

De procureur des Konings kan zich, binnen twee maanden te rekenen vanaf de ontvangstmelding, tegen de verkrijging van de Belgische nationaliteit verzetten wanneer er een beletsel is wegens gewichtige feiten, eigen aan de persoon.

Indien hij meent zich niet te moeten verzetten, zendt hij een attest dat er geen verzet wordt aangetekend aan de ambtenaar van de burgerlijke stand. De verklaring wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

Bij het verstrijken van de termijn van twee maanden en bij ontstentenis van verzet of verzending van een attest dat er geen verzet werd aangetekend, wordt de verklaring ambtshalve ingeschreven en vermeld zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

§ 3. De akte van verzet moet met redenen zijn omkleed. Zij wordt aan de ambtenaar van de burgerlijke stand en bij een ter post aangetekende brief aan de belanghebbende betekend door toedoen van de procureur des Konings.

De rechtbank van eerste aanleg doet, na de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen, uitspraak over de gegrondheid van het verzet. De beslissing wordt met redenen omkleed.

De beslissing wordt aan de belanghebbende ter kennis gebracht door toedoen van de procureur des Konings. De belanghebbende en de procureur des Konings kunnen binnen vijftien dagen na de kennisgeving hoger beroep instellen tegen de beslissing, bij een aan het Hof van beroep gericht verzoekschrift.

Dit Hof doet uitspraak na het advies van de procureur-generaal te hebben ingewonnen en de belanghebbende te hebben gehoord of opgeroepen.

De dagvaardingen en de kennisgevingen geschieden langs de administratieve weg.

§ 4. Het beschikkend gedeelte van de onherroepelijke beslissing waarbij het verzet wordt opgeheven wordt, door toedoen van het openbaar ministerie, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand gezonden. De verklaring wordt onmiddellijk ingeschreven en vermeld, zoals bepaald bij artikel 22, § 4.

§ 5. Van de inschrijving wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand kennis gegeven aan belanghebbende.

De verklaring heeft gevolg vanaf de inschrijving ».

Art. 5

Artikel 23, § 1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De Belgen die hun nationaliteit niet hebben verkregen van een ouder die Belg was op de dag van hun geboorte en de Belgen wier nationaliteit niet werd toegekend op basis van artikel 11, kunnen indien zij ernstig tekortkomen aan hun verplichtingen als Belgische burger, van de Belgische nationaliteit vervallen worden verklaard. »

Art. 6

L'entrée en vigueur de l'article 1^{er} n'a pas pour effet d'attribuer la nationalité belge à l'étranger qui, lors de cette entrée en vigueur, est âgé de dix-huit ans accomplis.

Art. 7

§ 1^{er}. L'article 569, alinéa 1^{er}, 22°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 28 juin 1984, est remplacé par le texte suivant :

« 22° des demandes visées aux articles 11*bis* et 12*bis* du Code de la nationalité belge et des déclarations fondées sur les articles 15 à 17, 24, 26 et 28 du même Code ».

§ 2. L'article 628, 9°, du même Code, modifié par la loi du 28 juin 1984 est remplacé par le texte suivant :

« 9° le juge de la résidence principale de l'enfant, lorsqu'il s'agit d'une demande visée à l'article 11*bis* du Code de la nationalité belge, ou de la résidence principale du déclarant, lorsqu'il s'agit d'une demande visée à l'article 12*bis* ou de déclarations fondées sur les articles 15 à 17, 24, 26 et 28 du même Code ».

Art. 8

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} jour du quatrième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 avril 1991.

*Le Président de la
Chambre des Représentants,*

Ch.-F. NOTHOMB

Les Secrétaires,

A. BOURGEOIS
Y. HARMEGNIES

Art. 6

De inwerkingtreding van artikel 1 heeft niet tot gevolg dat de Belgische nationaliteit wordt toegekend aan de vreemdeling die op het tijdstip van die inwerkingtreding de volle leeftijd van achttien jaar heeft bereikt.

Art. 7

§ 1. Artikel 569, eerste lid, 22°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door de wet van 28 juni 1984, wordt vervangen door de volgende tekst :

« 22° van de vorderingen als bedoeld in de artikelen 11*bis* en 12*bis* van het Wetboek van de Belgische nationaliteit en van de verklaringen op grond van de artikelen 15 tot 17, 24, 26 en 28 van hetzelfde Wetboek ».

§ 2. Artikel 628, 9°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984 wordt vervangen door de volgende tekst :

« 9° de rechter van de plaats waar het kind zijn hoofdverblijf heeft, wanneer het gaat om een vordering als bedoeld in artikel 11*bis* van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, of van de plaats waar degene die de verklaring aflegt zijn hoofdverblijf heeft, wanneer het gaat om een vordering als bedoeld in artikel 12*bis* of om verklaringen op grond van de artikelen 15 tot 17, 24, 26 en 28 van hetzelfde Wetboek ».

Art. 8

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de vierde maand volgend op die gedurende welke ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 17 april 1991.

*De Voorzitter van de
Kamer van Volksvertegenwoordigers,*

Ch.-F. NOTHOMB

De Secretarissen,

A. BOURGEOIS
Y. HARMEGNIES



1306-1 (1990-1991)

Document de Commission n° 1
Justice

(1)

1306-1 (1990-1991)

Commissiestuk 1
Justitie

PROJET DE LOI

**modifiant le Code de la nationalité
belge et les articles 569 et 628
du Code judiciaire**

AMENDEMENTS

Art. 2

A l'article 11bis proposé, au § 3, l'alinéa 2 est complété comme suit :

« ou si le Procureur du Roi estime que la volonté d'intégration du déclarant est insuffisante ».

JUSTIFICATION

Comme « faits personnels graves », l'exposé des motifs cite : « des faits de délinquance grave sanctionnés ou non en Belgique ou à l'étranger, d'atteintes à la Sécurité de l'Etat, d'activisme terroriste, d'espionnage ou de refus affirmé de respecter la loi belge ». Cela nous paraît tout à fait insuffisant.

En effet, le projet limite l'enquête du Procureur du Roi aux seuls cas de grand banditisme, de terrorisme ou d'espionnage. Face à cet affaiblissement de la nationalité belge et au risque de voir pratiquement tout qui le souhaite pour n'importe quel motif, devenir belge, il nous paraît nécessaire d'accroître le pouvoir d'enquête du Procureur du Roi en l'étendant, notamment, à un pouvoir d'appréciation de la volonté réelle d'intégration du déclarant.

gische wetten na te leven ». Die opsomming lijkt ons volstrekt ontoereikend. Het ontwerp beperkt het onderzoek van de procureur des Konings immers tot de gevallen van zwaar banditisme, terrorisme of spionage. Gelet op die ontkrachting van de Belgische nationaliteit en op het risico dat vrijwel iedereen die het om enigerlei reden wenst Belg zou kunnen worden, lijkt het ons noodzakelijk de procureur des Konings een grotere onderzoeksbevoegdheid toe te kennen door die bevoegdheid meer bepaald uit te breiden tot de beoordeling of het de verklaarder met zijn integratiewil ernst is.

WETSONTWERP

**tot wijziging van het Wetboek van de
Belgische nationaliteit en van de
artikelen 569 en 628 van het
Gerechtelijk Wetboek**

AMENDEMENTEN

Art. 2

In het voorgestelde artikel 11bis, § 3, wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« of indien de procureur des Konings de integratiewil van de verklaarder ontoereikend acht ».

VERANTWOORDING

Als « zware persoonlijke feiten » worden in de memorie van toelichting geciteerd : « feiten van zware delinquentie die al dan niet in België of in het buitenland worden gestraft, inbreuken op de veiligheid van de Staat, terroristische activiteiten, spionage of uitgesproken weigering om de Belgische wetten na te leven ».

BA. 15363

J. Debrulle
/ *(overeenkomst)*
A. Lemaire



SÉNAT

PROJET DE LOI

**modifiant le Code de la nationalité
belge et les articles 569 et 628
du Code judiciaire**

AMENDEMENTS

Art. 4

A l'article 12 bis proposé, au § 2, l'alinéa 2 est complété comme suit :

« ou si le Procureur du Roi estime que la volonté d'intégration du déclarant est insuffisante. »

JUSTIFICATION

Comme « faits personnels graves », l'exposé des motifs cite : « des faits de délinquance grave sanctionnés ou non en Belgique ou à l'étranger, d'atteintes à la Sûreté de l'Etat, d'activisme terroriste, d'espionnage ou de refus affirmé de respecter la loi belge ». Cela nous paraît tout à fait insuffisant.

En effet, le projet limite l'enquête du Procureur du Roi aux seuls cas de grand banditisme, de terrorisme ou d'espionnage. Face à cet affaiblissement de la nationalité belge et au risque de voir pratiquement tout qui le souhaite pour n'importe quel motif, devenir belge, il nous paraît nécessaire d'accroître le pouvoir d'enquête du Procureur du Roi en l'étendant, notamment, à un pouvoir d'appréciation de la volonté réelle d'intégration du déclarant.

gische wetten na te leven ». Die opsomming lijkt ons volstrekt ontoereikend. Het ontwerp beperkt het onderzoek van de procureur des Konings immers tot de gevallen van zwaar banditisme, terrorisme of spionage. Gelet op die ontkrachting van de Belgische nationaliteit en op het risico dat vrijwel iedereen die het om enigerlei reden wenst Belg zou kunnen worden, lijkt het ons noodzakelijk de procureur des Konings een grotere onderzoeksbevoegdheid toe te kennen door die bevoegdheid meer bepaald uit te breiden tot de beoordeling of het de verklaarder met zijn integratiewil ernst is.

WETSONTWERP

**tot wijziging van het Wetboek van de
Belgische nationaliteit en van de
artikelen 569 en 628 van het
Gerechtelijk Wetboek**

AMENDEMENTEN

Art. 4

In het voorgestelde artikel 12 bis, § 2, wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« of indien de procureur des Konings de integratiewil van de verklaarder ontoereikend acht. »

VERANTWOORDING

Als « zware persoonlijke feiten » worden in de memorie van toelichting geciteerd : « feiten van zware delinquentie die al dan niet in België of in het buitenland worden gestraft, inbreuken op de veiligheid van de Staat, terroristische activiteiten, spionage of uitgesproken weigering om de Bel-

S.A. 15363

J. De Maessene
P. Lemaire